

# La France refuse de céder aux avances de la Suisse sur l'évasion fiscale.

La France refuse de céder aux avances de la Suisse sur l'évasion fiscale

Pas question de tirer <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=tirer>> un trait sur les principes de lutte et de répression de la fraude et de l'évasion fiscales pour céder <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=c%C3%A9der>> à un certain pragmatisme et aux milliards d'euros faciles et rapides. Du moins pour le moment... Même s'il cherche des recettes pour consolider <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=consolider>> la réduction du déficit public et s'il apparaît décidé à taxer <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=taxer>> un peu plus les Français les plus riches, le gouvernement assure ne pas être <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=%C3%Aatre>> – aujourd'hui – disposé à suivre <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=suivre>> l'exemple de son homologue allemand, qui vient de renoncer <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=renoncer>> à traquer <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=traquer>> ses contribuables disposant d'avoirs non déclarés en Suisse. En échange, Berlin a reçu l'assurance du versement, par les banques helvètes, d'un impôt libératoire préservant l'anonymat des détenteurs de comptes (*Le Monde* du 12 août).

Ce dispositif, baptisé "Rubik", a aussi été proposé par Berne à Paris. Il a fait l'objet de discussions entre les deux parties. "Ce n'est pas envisageable", affirme-t-on au ministère de l'économie, ainsi qu'au ministère du budget.

Conclu le 10 août, l'accord germano-suisse n'entrera en vigueur qu'en 2013. Il prévoit de taxer <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=taxer>> entre 19 % et 34 % les avoirs placés en Suisse par le passé – sauf si les contribuables les révèlent au fisc allemand. Les banques suisses s'acquitteront aussi d'une somme forfaitaire de 2 milliards de francs suisses (1,7 milliard d'euros).

## ANONYMAT GARANTI

Pour les futurs gains sur les capitaux, la taxation sera de 26,375 %, quasi identique à ce que prévoit l'impôt allemand. Le fisc suisse prélèvera cet impôt à la source et le remettra à son homologue allemand. Les banques n'auront pas à révéler <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=r%C3%A9v%C3%A9ler>> l'identité de leurs clients. Refuser <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=refuser>> l'imposition conduira à la fermeture des comptes.

A Bercy, on indique que ce dispositif "pose un problème de principe": il revient "à s'abstenir <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=abstenir>> de toute lutte contre la fraude et de toute poursuite en contrepartie de recettes", relève-t-on, ajoutant que "cela contredit toute la politique menée ces dernières années".

"Ce système ne peut véritablement fonctionner

<<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=fonctionner>> que si l'Etat dispose d'une information fiable sur l'assiette du prélèvement", ajoute Gilles Carrez <<http://www.lemonde.fr/sujet/c67d/gilles-carrez.html>> , rapporteur général (UMP) de la

commission des finances de l'Assemblée nationale.

Le dispositif Rubik, qui fait aussi l'objet d'un accord imminent avec le Royaume-Uni, "a des avantages" avec "des rentrées fiscales assurées", reconnaissent cependant les ministères de l'économie et du budget. "Nous comprenons les choix de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, qui, il n'y a pas si longtemps, étaient proches de nos positions. C'est humain de vouloir <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=vouloir>> toucher de l'argent tout de suite", indique-t-on à Bercy.

Alors que les avoirs allemands non déclarés en Suisse sont évalués entre 100 et 180 milliards d'euros, l'Allemagne devrait toucher <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=toucher>> 10 milliards de francs suisses pour la régularisation des comptes jusqu'ici non déclarés, puis empocher <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=empocher>> 1 milliard par an.

Les avoirs français non déclarés en Suisse sont évalués à un peu plus de 90 milliards de francs suisses par la société d'analyse financière Helvea. Aucune estimation des recettes potentielles liées à Rubik n'est disponible. Avec des taxations voisines de celles figurant dans l'accord conclu avec l'Allemagne, cela conduirait à des recettes assez conséquentes.

## PRIORITÉ À LA TRANSPARENCE

"Notre priorité reste la transparence", avance-t-on à Bercy, où l'on milite pour l'échange automatique d'informations fiscales entre pays afin de traquer <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=traquer>> et sanctionner <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=sanctionner>> les fraudeurs. C'est la solution adoptée au sein de l'Union européenne et qui devra entrer <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=entrer>> en vigueur en 2013 – elle est toutefois contestée par le Luxembourg. C'est aussi la solution que l'UE voudrait étendre <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=%C3%A9tendre>> aux pays tiers, à commencer <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=commencer>> par la Suisse. Ce que Berne refuse et qui a conduit à Rubik.

Le ministère allemand des finances, qui voulait, dans un premier temps, que l'échange automatique d'informations fasse partie de l'accord avec les Suisses, nie toute concession et affirme qu'au sein de l'UE, ce système reste indispensable. Dans le cadre de l'accord signé le 10 août, Berlin a obtenu de pouvoir <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=pouvoir>> demander <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=demander>> des renseignements à la Suisse sur la base du nom d'une personne sans avoir <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=avoir>> celui de la banque (dans la limite de 750 à 999 demandes en deux ans).

L'entente helvético-allemande enfonce néanmoins un coin dans la stratégie européenne. Les financiers suisses se sont empressés de le relever <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=relever>> : "L'Allemagne reconnaît sans équivoque que la retenue à la source libératoire représente une solution durablement équivalente à l'échange automatique de renseignements", a déclaré l'Association des banques suisses.

A Paris, au-delà de la réaction de fermeté et de réaffirmation des principes, on a conscience que quelque chose vient de bouger <<http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=bouger>> . "C'est un système intéressant. Nous regardons. Nous ne sommes pas fermés", déclare-t-on à Bercy. La porte est entrouverte.

Philippe Le Cœur, avec Frédéric Lemaître (à Berlin)